



# COMBAT OUVRIER

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

VENDREDI 23 OCTOBRE 1981

N° 134

PRIX FRANCE 3 F  
 ANTILLES 2 F

## Editorial

### POLOGNE : KANIA USE PAR « SOLIDARITE »

Changement à la tête du parti ouvrier unifié polonais (équivalent des partis communistes). M. Kania a été remplacé par le général Jaruzelski. Ce changement aura-t-il des conséquences sur l'attitude du pouvoir face aux travailleurs et en particulier face au syndicat Solidarité ? Jusqu'ici les travailleurs regroupés dans le syndicat Solidarité ont toujours réussi à faire reculer le pouvoir chaque fois que celui-ci prenait des décisions allant contre les intérêts populaires. On a même vu deux ministres venir justifier la hausse de 100% du tabac devant le congrès de Solidarité. Ils ont été copieusement hués et finalement ont été priés de sortir, tant était grande la colère des travailleurs.

Le gouvernement de Pologne doit faire face à ce mécontentement tout en s'appuyant sur le sentiment national polonais qui est aussi un élément de la situation. L'existence de ce sentiment permet aux dirigeants polonais de naviguer en tenant les Soviétiques à distance.

Mais sur le plan économique, la Pologne est très liée et dépendante de l'URSS. Cela veut dire que les Russes ont des arguments pour faire valoir leur droit de regard dans les affaires politiques de la Pologne. Mais la mobilisation populaire, ouvrière en particulier, ne leur permet pourtant pas autre chose pour l'instant qu'exercer des pressions sur les dirigeants polonais.

Le nouveau secrétaire général - Chef d'Etat - polonais serait lui, plutôt un représentant du sentiment national. Comme tel, il peut faire deux choses : résister plus efficacement aux Russes en s'appuyant sur sa popularité, et deuxièmement se gagner une opinion populaire suffisamment large pour que les ouvriers polonais soient obligés d'accepter de reculer dans leurs revendications, au nom des intérêts nationaux défendus et incarnés par lui le général nationaliste Jaruzelski.

Dans quel sens évolueront les événements ? On peut espérer que les ouvriers ne reculeront pas sur l'essentiel, même au nom de l'intérêt national. Car après tout, c'est leur lutte qui sert de meilleure protection contre toute forme d'intervention russe en Pologne.

La popularité de Jaruzelski peut-elle être un obstacle plus grand pour les ouvriers ? Beaucoup de gens, de travailleurs et de petites gens ont pris l'habitude depuis des mois de raisonner et réfléchir sur des faits et non sur des paroles. Il y a suffisamment de travailleurs organisés mobilisés et conscients pour que la politique et les gestes du nouveau chef d'Etat soient pesés et jugés à chaque pas pour ce qu'ils représentent exactement. La classe ouvrière polonaise a toujours depuis des mois, su trouver la réponse aux tentatives de mise au pas et d'imposer des mesures économiques anti-populaires. Il est raisonnable de penser qu'il peut en être ainsi longtemps encore.

## EMMANUELLI : PAS DE CHANGEMENT EN FRANCE, DONC PAS DE CHANGEMENT AUX ANTILLES !

Comme d'habitude, la radio d'état (FR3) avait annoncé à grand fracas le passage du ministre des DOM, Emmanuelli. Venant après les débats sur la décentralisation et la promesse de M. Defferre qu'il y aurait des « consultations » sur le problème du statut des Antilles et de la Guyane, le voyage ministériel était attendu avec espoir par la gauche officielle (partis socialistes, communistes et progressistes des deux îles)

Emmanuelli lui ne cessa de répéter qu'il était venu « travailler » et qu'il n'avait pas de déclaration à faire. Après le travail il en fit.

Mais là encore rien de remarquable. Ou pourtant-oui, il y eut tout de même un moment assez comique. On vit Emmanuelli agacé par le rappel incessant des journalistes, et sans doute des hommes politiques lors des réunions « de travail », que le changement n'arrivait pas aux Antilles. A la fin des fins Emmanuelli finit par dire les choses crûment.

Nous résumons ses propos : « Vous parlez du changement, je constate qu'il y a ici une attente, mais ce que vous attendez n'a pas eu lieu en France. Les populations de Bretagne ou de Lorraine n'ont pas non plus vu le changement arriver, les ouvriers des entreprises nationalisées (ou nationalisables) eux non plus n'ont vu aucun changement ». Emmanuelli aurait voulu convaincre les auditeurs qu'il ne fallait pas trop prendre cette histoire de « changement » au sérieux, qu'il n'aurait pas mieux dit.

Refusant de discuter des aspirations nationales des Antillais, Emmanuelli porte-parole du gouvernement français, a tout simplement



La gauche antillaise dans le sillage d'Emmanuelli

assuré que le projet de décentralisation française - valable dans l'hexagone - serait tout simplement appliqué ici « Il y aura, dit-il aussi, quelques ajouts ! » Voilà des « ajouts » qui devraient satisfaire la demande de respecter « les spécificités » des Antilles faite par la gauche antillaise.

Tout cela est bien dans les règles de la politique. Comme la Corse a multiplié les atten-

tats autonomistes et indépendantistes, que les actions dures ont été plus nombreuses qu'aux Antilles, Defferre dès son arrivée au gouvernement s'est rendu en Corse pour assurer qu'on allait respecter les aspirations des Corses et on a bricolé rapidement une sorte de statut destiné au moins à prouver la bonne volonté du gouvernement.

Suite en P. 4

## MARIE-GALANTE : A QUAND LES BOAT-PEOPLE MARIE-GALANTAIS ?

Les Américains viennent d'interdire aux Haïtiens d'aborder la Floride pour fuir la misère en Haïti. Le gouvernement français qui dirige l'archipel guadeloupéen et dont l'administration siège dans la plus grande île (la Guadeloupe) va-t-il prendre une mesure analogue pour les Marie-Galantais ? On peut même se demander si le bras de mer qui sépare Marie-Galante de la Guadeloupe ne sera pas surveillé par des gardes-côtes... français, et si l'espace aérien de la Guadeloupe ne sera pas aussi surveillé.

Pourquoi veulent-ils sortir de leur île, ces Marie-Galantais ? Pourquoi veulent-ils à tout prix, avoir un service à leur disposition pour faire le trajet Marie-Galante - Pointe à Pitre ou Baillif ? Et de plus, ils ont la prétention de bloquer sur l'aéroport les avions d'Air-Guadeloupe ( compagnie dominée et en passe d'être coulée par Air-France ) ! Pourquoi se plaignent-ils tant ces Marie-Galantais ? Ah ! Ils ont eu aussi la prétention de vouloir être alimentés en essence régulièrement et aussi en gaz !

Décidément, après la révolte de Saint-Barthélémy, il y a quelques années, où la population s'était soulevée pour empêcher le déplacement d'office par un préfet de M. Querrard ( actuel maire de St-Barthélémy ), on voit qu'il y a toujours quelque chose qui ne tourne pas rond dans les « dépendances ». Mais si Marie-Galante comme les autres îles de l'archipel sont nommées les « dépendances » de la Guadeloupe, en fait, les Saint-

Barths hier, les Marie-Galantais aujourd'hui, ont su montrer qu'ils savent bien que la véritable « dépendance », c'est celle qui leur est imposée par l'Etat français. Et que cette dépendance-là, pour la faire reculer, il n'est qu'une solution : la lutte.

Et en occupant l'aéroport, ce qui leur a permis d'obtenir que leurs revendications com-

mencent à être prises en compte, les Marie-Galantais viennent de donner un encouragement et un exemple à tous ceux qui, dans les îles comme en Guadeloupe même, souffrent quotidiennement de la dépendance tatillonne, mercantile et irrationnelle d'un Etat situé à 7000 kms de nos difficultés et de nos problèmes.

## PLUSIEURS CENTAINES DE MANIFESTANTS BLOQUENT L'AEROPORT

Durant tout le week-end dernier, plusieurs centaines de Marie-Galantais bloquent l'aéroport de Marie-Galante. Les avions d'Air Guadeloupe ne purent effectuer leurs vols.

Cette manifestation avait été organisée par l'association des consommateurs de Marie-Galante, pour protester contre la suppression du DC3 sur la ligne Guadeloupe et la dépendance.

Un tel coup de colère de la population marie-galantaise n'est que l'aboutissement d'un mécontentement qui couve depuis plusieurs mois, depuis qu'Air Guadeloupe a décidé de restreindre ses activités aériennes, sous prétexte de difficultés financières. La suppression de la

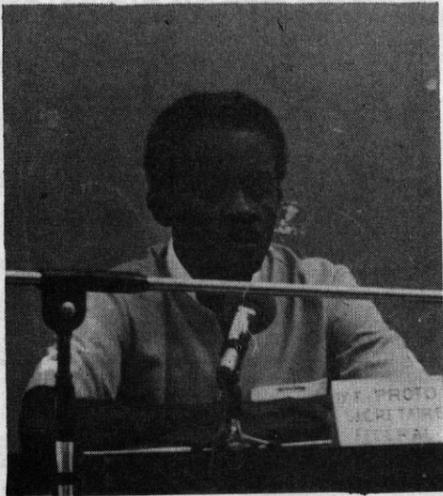
ligne Basse-Terre - Marie-Galante avait déjà provoqué une vive protestation de la part des commerçants marie-galantais en particulier.

Il faut aussi rappeler que l'augmentation du prix du transport n'avait pas été acceptée non plus de bon cœur.

La suppression du DC3, c'en était trop ! Les twin-otters à eux seuls, ne peuvent permettre le transport de nombreux passagers surtout les jours d'affluence. Quant au transport des marchandises, il est pratiquement limité dans ces petits avions. Le DC3 permettait justement, étant plus grand, de pallier ces inconvénients.

M. V.

# LE CONGRES DU P.S.G : NOUVEAU DEPART POUR UN VIEUX CARRIERISME !



Félix Proto se succède à lui-même à la tête du PSG

Après le congrès du P.S. guadeloupéen, c'est donc la tendance Proto qui l'emporte. En reconduisant Félix Proto dans ses fonctions de Secrétaire Général, et ceci avec une confortable majorité, les socialistes guadeloupéens ont montré qu'ils lui faisaient confiance, qu'ils pensent que Proto est le plus apte à conduire la barque socialiste dans les nouveaux méandres politiques qu'ouvre l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand.

La victoire de Proto était d'ailleurs tellement prévisible, que son principal adversaire, Camille Jabbour, directeur de « Match », a préféré ne pas y assister et a donc boudé le congrès de son parti.

L'absence de Jabbour et aussi, il convient de le souligner les importantes différences d'hommes et de méthodes, ont évité les affrontements et les manœuvres dont la Fédération

Socialiste de la Martinique a donné l'édifiant spectacle. Mais là, comme ici, les enjeux sont les mêmes.

Pour nos socialistes antillais, les enjeux ce sont tous les postes, prébendes et avantages individuels qu'il leur est possible d'accaparer aujourd'hui, grâce à la victoire mitterrandiste.

Le problème pour tous les socialistes, c'est que ces possibilités multiples, pour l'instant, ils les reniflent de loin, mais ils n'y accèdent guère.

Pour y accéder, et Emmanuelli le leur dit tout crûment, il faut qu'ils deviennent crédibles, qu'ils émergent de leur état groupusculaire.

C'est dans cet unique but que Proto a choisi un registre d'interventions qui lui permet des variations à l'infini ( dans l'état actuel des choses en tout cas). « Pas de séparation d'avec la communauté française, mais pas davantage de séparation d'avec nous-mêmes ». Tel est le thème central de Proto, thème suffisamment flou pour permettre à la fois des clin d'œil savamment dosés à tous ceux que séduisent le nationalisme indépendantiste, tout en ne remettant nullement en cause l'option fondamentale départementaliste du P.S.

En prime, l'actuel registre du Secrétaire Général permet tous les retournements ultérieurs possibles et imaginables.

Ni le passé, ni les choix affichés de Jabbour ne lui permettent les sinuosités d'un Proto, et c'est ce qui vaut aujourd'hui au second d'occuper le devant de la scène, tandis que le premier retournera très vraisemblablement une fois de plus, à une activité exclusivement journalistique.

M.R.

## DANS LA POLICE DE FORT-DE-FRANCE DE L'AUDACE...TOUJOURS DE L'AUDACE !

Il est plus facile d'avoir affaire à des manifestants pacifiques qui brandissent des pancartes dans la rue, qu'à un fou dangereux armé d'un fusil qui vous nargue depuis son balcon...

C'est sans doute ce qu'ont dû se dire les policiers de Fort-de-France, en voyant dimanche dernier un homme tirer sur les passants dans la rue Perrinon. Le fou, enfermé dans sa maison, contemplait, la carabine à la main, les cars de policiers stationnés en bas de chez lui. Les policiers de leur côté, courageux mais pas téméraires, observaient le fou qui se donnait en spectacle sur son balcon, lâchant de temps en temps un coup de fusil dans la rue.

La nuit venue, les policiers, toujours prudents... regagnèrent tout bonnement leur commissariat. Il est vrai que ce genre de situation a de quoi les prendre au dépourvu, eux qui sont plus habitués à jouer de la matraque et du fusil lance-grenade contre des lycéens

ou des ouvriers en grève qu'à maîtriser un déséquilibré, armé en plus !

Bref, prenant quand même leur courage à deux mains, nos pandores attendirent le lendemain matin pour pénétrer chez l'individu en question et de le désarmer. Entre-temps celui-ci n'avait paraît-il tué qu'un chat... On peut dire que les policiers avaient eu chaud !

On voit donc que dans la police de Fort-de-France on sait allier la réflexion à l'action. Lorsqu'il n'y a pas de risques, on fonce et on tape dans le tas (les passants de la rue Schœlcher, lors de la grève de chez Tanon, se souviennent encore des coups de la matraque qu'ils ont reçus de la part des courageux policiers). Par contre, lorsqu'il y a danger, on se tient prudemment à l'abri. C'est ce qui fait toute la valeur de nos vaillants gardiens de l'ordre.

C.G.

# POUR « SAUVER LE PATRIMOINE GUADELOUPEEN » LE PEUPLE GUADELOUPEEN DEVRA-T-IL RACHETER LES ENTREPRISES ?

En ce moment on peut être sollicité de plusieurs côtés pour faire l'aumône. Il y a les vieux pour qui on fait vendre des timbres par des écoliers, il y a aussi ceux qui veulent « sauver le patrimoine guadeloupéen » et font la quête pour avoir de quoi acheter l'hôtel Copatél.

Pour la faim dans le monde la campagne continue.

Charité ! Charité ! Réponse « faire l'aumône » ! Il faut donner quelque chose pour que cela aille mieux pour les vieux, pour l'économie de la Guadeloupe, pour ceux qui ne mangent pas du tout ou mal...

Charité Charité ! Pourquoi se contenter de verser la goutte, que fournissent l'aumône publique pour faire face à l'océan des problèmes sociaux et économiques qui assaillent les braves gens qui ramassent des petits sous sur la voie publique ?

Ceux qui le font ont de bons sentiments. Ils sont altruistes, ils veulent le bien des petits, des faibles, des démunis et ils veulent même le bien public en patronnant une campagne « pour sauver le patrimoine guadeloupéen ». Discutons de qui menace le « patrimoine », ce qu'il faut faire pour sauver ce « patrimoine guadeloupéen ».

Rappelons les faits qui ont conduit quelques personnes dévouées à vouloir recueillir la somme de 3 à 400 millions pour racheter l'hôtel Copatél. Celui-ci est fermé depuis des

mois par suite d'une sorte de faillite bizarre des anciens gestionnaires de cet hôtel.

Il y a eu une grève, puis une occupation des lieux. Mais le mouvement des employés de l'hôtel est resté isolé et a pris fin. Depuis ils ont été relayés par ceux de l'hôtel Alizées toujours dans la région du Moule. L'hôtel est là aussi en faillite. On a parlé de le revendre à un hôtelier français qui avait déclaré à l'époque qu'il était prêt à y venir s'installer avec toute sa famille et à y faire des affaires. Depuis plus rien ! Aujourd'hui comme on peut le voir par une petite annonce parue dans France Antilles on vend l'hôtel sous forme de petits studios.

Pour Copatél un groupe de gens choqués de voir cet hôtel tout neuf mis en vente pour être revendu sous forme d'appartements ont décidé de le racheter en faisant une quête publique :

« Sauver le patrimoine guadeloupéen » telle est la devise de ce groupe de gens.

Mais il faudrait, car c'est des millions, mais des milliards. Car c'est toute l'économie du pays qu'il faut sauver. Il y a des menaces de fermeture sur la minoterie, sur l'usine Beaufort et sur bien d'autres petites entreprises dont on entend pas parler. Le problème c'est que des capitalistes créent et ferment des entreprises exactement et strictement en fonction de leurs intérêts privés. Le fait que ces entreprises permettent à des gens d'y tra-

# GUADELOUPE : ENSEIGNEMENT : C'EST L'ADMINISTRATION QUI EST RESPONSABLE DU MANQUE DE PROFESSEURS.

Dans une note adressée aux enseignants en vue de les informer de la situation quelques jours après la rentrée, le Recteur Chaudet fait l'analyse suivante : en dépit, dit-il, des 285 postes créés en Guadeloupe à la rentrée, de nombreux élèves sont 3 semaines après la rentrée de sans professeur. Les raisons principales de ce fait, selon le Recteur, seraient un solde négatif des arrivées et départs de professeurs stagiaires toujours originaires de France, les congés administratifs d'environ 205 enseignants guadeloupéens et enfin l'impossibilité de trouver sur place les diplômés susceptibles d'assurer un enseignement.

Ainsi malgré les appels réitérés lancés dans la presse, notre cher Recteur, c'est toujours lui qui parle, n'aurait reçu aucune demande. Au point qu'aujourd'hui il s'apprête à faire venir de France des Maîtres-Auxiliaires sous contrat.

Il y a à peine deux ans c'était la situation inverse. Des diplômés guadeloupéens se voyaient répondre avec toute la suffisance qui les caractérise par les responsables du Rectorat que leur demande ne pouvait être suivie d'effet faute de places. Et ils sont nombreux les diplômés qui ont du repartir vers la France à cause de cette réponse.

Cette année la tendance s'est brusquement renversée au point qu'au moment où nous écrivons de nombreux établissements sont dans l'impossibilité de fonctionner par manque d'enseignants. Du reste sans être aussi grave que dans le second degré la même situation s'est produite dans le premier degré où l'on a du rapidement recourir à un recrutement d'un volant d'éventuels.

Alors qu'il y a deux ans c'était le chômage y a pour des dizaines de diplômés, aujourd'hui il n'y a pas plus belle preuve de l'incapacité des services rectoraux

et du Recteur Chaudet lui-même à gérer le service public d'éducation en Guadeloupe et de l'anarchie que l'Administration y fait régner.

Oui c'est bien d'anarchie qu'il s'agit !

Car enfin à qui ferait-on croire qu'à la fin du XXème siècle, à l'heure de l'informatique, il est impossible de faire des prévisions en matière de nombre d'élèves à scolariser et de besoins en postes et en enseignants qui se dégagent. Il est d'autant plus aisé de faire des prévisions qu'elle sont portées en ce qui concerne la Guadeloupe sur quelques milliers d'élèves. L'on pourrait même éventuellement se passer d'ordinateurs.

Alors que le Recteur Chaudet et ses responsables de la Recteur ne nous racontent pas de balivernes.

Leur incapacité de bien gérer le service d'éducation est à la mesure des calculs chiches et mesquins qui président à la dotation en moyens qui est faite à ce service en Guadeloupe.

Car si c'est bien vrai qu'il manque des enseignants en Guadeloupe au moment où nous écrivons la raison essentielle tient au fait qu'il n'existe pas sur place les centres de formation nécessaires au recrutement d'enseignants titulaires pour le second degré long c'est-à-dire pour les lycées, ni non plus pour les lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.).

Et il en est ainsi tout simplement parce que le gouvernement colonialiste s'est toujours refusé à développer réellement l'université aux Antilles et à y installer de tels centres de formation.

C'est cela la vraie cause de la situation présente et non tous les contes de fées dont le Recteur Chaudet veut nous bercer aujourd'hui.

Anicet Séverin

## BASSE-TERRE : PARENTS ET ELEVES EN COLERE !

C'est au Lycée Gerville-Réache de Basse-Terre que la situation semble la plus difficile à cette rentrée scolaire.

Au lycée où nous écrivons il manque toujours 7 professeurs et dans des disciplines fort importantes pour certaines sections. Ce sont d'abord les élèves qui ont jugé cette situation inadmissible et en ont alerté leurs parents.

Une réunion générale des parents de la Fédération Cornec s'est tenue lundi 19 octobre, au cours de laquelle les parents d'élèves ont expédié un télégramme aux autorités pour exiger l'envoi de ces professeurs qui manquent jeudi 22 octobre au plus tard.

Le délai expiré, les parents de Basse-Terre

## COLLEGE DE GOURBEYRE : DES MESURES QUI SACRIFIENT LES ELEVES

Au collège de Gourbeyre l'ensemble des cours n'est toujours pas dispensé, faute de professeurs.

Il manquerait plus de 5 professeurs. Pour régler ce problème les services rectoraux préconisent de faire faire des heures supplémentaires aux enseignants déjà en poste.

entendent dès cette date organiser des manifestations dans la ville et ne pas envoyer leurs enfants en classe ce jeudi 22.

## L.E.P. DE MORNE-A-L'EAU : ELEVES ET PARENTS DANS LA RUE

Au L.E.P. de Morne-à-l'Eau également le manque de professeurs est à l'origine du mécontentement des élèves et des parents.

Une manifestation était organisée le mardi 20 octobre dans les rues de la commune pour protester contre cet état de fait.

Les élèves et les parents ont raison de protester de la sorte, car c'est bien la seule façon efficace qu'ils ont de se faire entendre du Recteur et de l'Administration en général.

Les parents d'élèves et les enseignants auraient tort d'accepter de telles solutions qui n'en sont pas et qui ne pourraient qu'entraîner une détérioration des conditions de travail des élèves et des enseignants eux-mêmes.

G.R.

## BEAUPORT :

# L'ETAT DE VIGILANCE DES TRAVAILLEURS A SUSPENDU LES MENACES DE LICENCIEMENT ET DE FERMETURE !

Les travailleurs de l'usine Beauport sont toujours mobilisés contre la menace de fermeture qui pèse sur cette usine.

Le commissaire judiciaire désigné pour étudier cette affaire a carrément rejeté les contre-propositions faites par le comité d'entreprise de l'usine.

Rappelons que celui-ci préconise le licenciement d'une dizaine de cadres et la mise à la retraite prématurée d'un certain nombre de travailleurs qui sont volontaires pour partir.

Le commissaire judiciaire a donc dit non à ces propositions et maintient celles faites par H. Despointes et les banques, à savoir les 63 licenciements.

Durant le week-end dernier, des responsa-

bles syndicaux ont rencontré le Secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Henri Emmanuelli, qui semble-t-il, évoquera l'affaire devant un organisme d'état chargé d'étudier les problèmes des entreprises en difficulté, le SIASI.

Il aurait déclaré être lui-même opposé à la fermeture et aux 63 licenciements.

Tout cela, c'est très bien, mais les travailleurs de Beauport n'ont pas l'air de vouloir compter sur de tels propos.

Le maintien de l'usine en activité avec tous les travailleurs, ne peut dépendre que de leur propre détermination à se battre pour cela et de leur vigilance à rester mobilisés. Et cela, ils le savent.

## MARTINIQUE : COMME L'ANCIEN, LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ENVOIE DES BLANCS POUR DIRIGER LES NOIRS

France-Antilles s'est toujours fait un plaisir de présenter aux Antillais tous les chefs blancs (gendarmes, procureurs, préfets, officiers, chefs de service, etc...) envoyés par le gouvernement pour nous commander, et n'a jamais failli à la coutume de saluer bien bas ces augustes personnages lors de leur départ vers d'autres horizons coloniaux, exprimant « ses profonds regrets » au nom de la population antillaise.

Cette fois-ci encore, nous avons droit aux articles et aux photographies nous annonçant l'arrivée de deux de ces individus en Martinique : « Jacques Cazals, nouveau substitut du Procureur de la République », et « Raymond

Delaunay, nouveau commandant de la section aérienne des Antilles-Guyane ». Les photographies nous montrent que ce sont deux Blancs nommés par le nouveau gouvernement remplacent deux autres Blancs nommés par l'ancien.

Le nouveau gouvernement de gauche se situe donc bien dans la continuité de l'ancien gouvernement de droite. Ceux qu'il nomme pour occuper des postes de commandement à la tête de la colonie sont toujours des Blancs, venant diriger dans un pays de Noirs. Le racisme officiel n'a pas changé, même si la façade de l'Etat colonial a été repeinte aux couleurs socialistes.

## GOSIER.

### PONT DE POUCKET

#### « ALERTE »

Nous avons reçu d'un groupe de riverains un communiqué dont nous publions les extraits suivants. Dans cette lettre nos correspondants dénoncent :

L'ampleur des dégâts occasionnés par les inondations dont sont victimes les habitants et usagers du secteur « Poucet-Mathurin » (envahissements des maisons, des routes, des pâturages, avec par endroits de l'eau jusqu'à la poitrine.

Ces inondations, autrefois inconnues, se manifestent depuis la suppression du pont construit après 1928, par Messieurs les ingénieurs Salomon, Zelbin (encore vivants) et Dormoy. Ce pont détruit qui mesurait environ 12 mètres de long sur 4 mètres de large et 1,60 m de haut a été remplacé par des buses qui ne pourront jamais équivaloir l'ancien édifice dont les dimensions permettaient l'écoulement de toutes les eaux même charriant des branchages. D'autre part, la responsabilité des autorités est flagrante, car elles ont depuis longtemps abandonné le nettoyage de la rivière qui s'effectue régulièrement de sa source, à la mer ; il résulte de ce fait que les eaux dont le cours naturel est obstrué, subissent un effet de reflux qui transforme les propriétés en amont en zone noyée.

La source, constituant un bassin aux eaux limpides et cristallines avec une température d'environ 37° à 5 heures du matin, était fréquentée par les gens de tout le pays et s'appelait communément « Bain à Athée ». Actuellement, devenue cloaque, pestilentielle, inaccessible, elle fait horreur et provoque l'indignation de tous.

En conséquence, nous demandons la suppression catégorique des buses, la reconstruction du pont, le respect des principes de l'hygiène et de l'écologie en reprenant sans tarder le nettoyage de la rivière comme autrefois ; ce qui créerait du travail pour quelques chômeurs ; »

Les Signataires

Pierre-Marie Antoine  
Morcef Claude  
Claude Sully

## SAINT-CLAUDE : LES TRAVAILLEURS DE L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE SE PREPARENT A LA GREVE POUR LA REINTEGRATION DE 14 DES LEURS.

A l'appel des deux syndicats UDIC et UTS les travailleurs de l'hôpital psychiatrique à St Claude feront une journée de grève le lundi 26 octobre.

Les travailleurs de l'hôpital veulent ainsi obtenir la réintégration de 14 de leurs camarades injustement licenciés par le directeur raciste et arrogant Jean-Paul Fischer.

Lequel, malgré un avis du ministre de la santé lui enjoignant par décret interposé de réintégrer les 14 licenciés, continuait à les garder dehors. L'on se souvient que ce directeur se prenant pour un roitelet colonial avait même publiquement déclaré que ni le président de la République, ni le ministre de la santé ne pouvait se substituer à « son autorité ». Décidément parmi les chefs blancs sévissant dans cette dernière colonie de la France il y en a vraiment qui se prennent pour Jupiter en personne.

Certes l'attitude première de l'UTS, à savoir son hésitation à apporter d'emblée son soutien aux licenciés, et mieux sa tendance à soutenir Fischer par le silence et certaines prises de position au conseil d'administration n'a pas permis une riposte immédiate, mais mieux vaut tard que jamais.

L'important en réalité c'est qu'aujourd'hui les travailleurs dans leur grande majorité décident d'agir pour la réintégration de leurs camarades.

Jean Othon

## SAINT-CLAUDE : MOUVEMENT DE GREVE ILLIMITEE A L'HOPITAL DU CAMP JACOB

Les travailleurs de l'hôpital du camp Jacob ont entamé mardi 20 octobre un mouvement de grève illimitée. Les revendications portent sur l'insuffisance du budget de 1982, l'humanisation de cet hôpital, le manque de personnel.

Quand on sait le nombre toujours croissant de chômeurs qui existe dans ce pays on comprend assez mal qu'il puisse manquer du personnel dans les hôpitaux. Aussi, il est vraiment inadmissible que l'on ait pu transformer cet ancien camp en hôpital sans penser à un minimum d'aménagements qui puissent le rendre plus fonctionnel. Quand on constate que dans cet hôpital du camp Jacob il n'y a même pas de monte-charge pour aller d'un étage à l'autre, on comprend combien les travailleurs ont raison de ne plus accepter de telles conditions de travail.

L'Administration cherche à faire des économies sur le dos des travailleurs. Ceux-ci ont raison de lutter contre une telle politique.

## ÉMIGRATION HÔPITAL COCHIN : UNE FEMME VIOLÉE

### DANS UN VESTIAIRE. QUI DOIT ASSURER NOTRE SÉCURITÉ ?

Le dimanche 11 octobre, à 6 H 30, un agent hospitalier, d'origine réunionnaise, a été violé au Pavillon Potain dans son vestiaire alors qu'elle s'apprêtait à regagner son travail. Le violeur avait sans doute bien choisi son moment car personne n'était présent dans les parages.

Cet acte criminel a causé diverses réactions parmi les agents féminins. Souvent des réactions de révolte, mais de peur aussi.

Des femmes ont avancé que la direction devrait assurer la sécurité des agents, en particulier en faisant appel à des policiers. D'autres ont dit qu'elles chercheront à travailler de jour. Enfin, une minorité a déclaré

qu'elle se défendrait elle-même quelles que soient les conséquences.

Avoir peur et demander que la direction assure notre sécurité à notre place c'est une erreur. D'abord parce qu'en définitive elle s'en moque complètement et qu'ensuite elle en profitera pour mieux nous contrôler.

Demander que des policiers nous protègent est aussi une erreur parce que parmi ceux-ci il existe des violeurs. Il y a à peine quelques jours une femme a été violée à Lyon par un policier. Ainsi la présence de policiers dans l'Hôpital risque de ne rien arranger, au contraire. Nous pourrions être en permanence menacés.

Alors, la meilleure solution, si nous voulons éviter qu'une collègue se fasse attaquer, c'est d'assurer nous-même notre propre sécurité en nous organisant dans chaque pavillon. Il nous suffit, par exemple de veiller à ce qu'à chaque prise de service aucune d'entre nous ne reste isolée dans un couloir ou dans un vestiaire.

Pendant les heures de travail nous pouvons aussi nous organiser pour faire des rondes de temps en temps, pour jeter un coup d'œil dans les couloirs et vestiaires, afin de nous assurer qu'il n'y a rien d'anormal.

C'est ainsi et seulement ainsi que nous assurerons, en tous cas, mieux que la direction, notre sécurité.

## ECHOS

### MARTINIQUE

#### DELATTRE-LEVIVIER SITUATION DES INTÉRIMAIRES ET TEMPORAIRES

##### TANT VA LA CRUCHE A L'EAU...

Durant les derniers mois, une vingtaine d'ouvriers temporaires travaillaient à l'entreprise. Mais voilà qu'ils ont tous été mis à la porte le mois dernier, sous les prétextes les plus divers.

Le travail partiel est une bonne affaire pour les patrons. Le nôtre s'arrange pour ne jamais embaucher un travailleur temporaire pendant une période continue de 6 mois, de façon à ne pas être obligé de l'embaucher définitivement comme la loi le prévoit.

Alors, de temps en temps, il l'embauche sous contrat limité, ou bien il le loue à l'entreprise d'intérim. Mais jamais le travailleur n'a le même statut 6 mois de suite.

A nous de faire cesser ce petit jeu de ping-pong en exigeant l'embauche définitive des travailleurs temporaires !

#### DE LATTRE LEVIVIER SANS COMMENTAIRE....

Un intérimaire a été renvoyé sous le prétexte qu'il avait osé se servir d'une voiture de l'entreprise qu'on lui avait laissée un samedi après son travail. La direction l'a accusé d'être allé prendre un bain à Sainte-Anne le dimanche.

Mais qu'on en juge :

Les chefs, autant qu'ils sont, disposent d'une voiture de l'entreprise pour rentrer chez eux, aller à la messe ou à l'inauguration de la

## ECHOS

cathédrale, à la mer, emmener leur femme au marché, leur maîtresse au restaurant, etc...

#### DE LATTRE LEVIVIER ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Alors qu'elle a mis les intérimaires à la porte, la direction veut nous faire faire le même travail en un temps record.

Elle veut que nous accélérions la cadence.

La direction a décidé d'être économe de personnel. Eh bien, nous, nous sommes partisans des économies d'énergie, et nous commençons par économiser la nôtre !

#### GROSSE MONTAGNE : DISTILLERIE : LA DIRECTION A CÉDÉ.

Vendredi 9 octobre, nous avons observé une journée de grève à la distillerie pour réclamer les 173 heures 33 qui ne nous sont toujours pas appliquées, le départ d'un agent de maîtrise de plus de 68 ans et un statut d'ouvrier permanent pour 6 autres de nos camarades.

La direction pour sa part voulait à tout prix garder son agent de maîtrise et concernant nos 6 camarades sa réponse était également non.

Devant notre détermination à étendre notre mouvement de grève et à le durcir la direction finit par céder. L'agent de maîtrise ne sera plus à l'usine à partir du 31 octobre et 3 de nos camarades figureront désormais sur la liste des permanents et les autres 3 vont l'être dans un futur assez proche.

Encore une fois nous constatons que le seul langage que comprennent les patrons c'est celui de la force.

## ECHOS

#### UN DIRECTEUR MAL AIMÉ GROSSE MONTAGNE :

Notre pauvre directeur se plaint depuis notre dernière grève que nous n'éprouvons pas un grand amour pour lui. Il dit à qui veut l'entendre que nous avons attendu qu'il soit directeur pour réclamer nos heures de compensation.

A entendre notre directeur, il ne fait pas de doute qu'il se soit fait sérieusement taper sur les doigts par son beau-père (il s'agit de Simonnet, le propriétaire). Mais qu'il ne compte pas sur nous pour resserrer ses liens avec sa belle-famille.

#### BANANERAIRES DE CAPESTERRE. SCA-BOULOGNE : BLANDIN VEUT NOUS METTRE AU PAS.

Le mardi 29 septembre, Blandin inspecteur sur la plantation, donne comme tâche à certaines camarades femmes, 5 rangs de bananiers à sarcler. Celles-ci demandent que le nombre de rangs à faire soit diminué, car il leur est impossible de terminer ces 5 rangs avant 13 ou 14 heures. Blandin refuse tout net en déclarant : « C'est 5 rangs ou rien ». Nos camarades repartent et reviennent le lendemain. L'inspecteur à ce moment, diminue la tâche d'un rang. Nos camarades déclarent qu'elles s'en vont, en demandant à Blandin comment se fait-il que ce qui était impossible la veille, le soit maintenant. Elles ne reviennent pas travailler le jeudi, ni le vendredi. Façon pour elles de refuser d'être le jouet de Blandin.

Le lundi, elles reprennent le travail normale-ment.

## ECHOS

#### LA VENGEANCE DE BLANDIN.

Blandin décide alors de ne plus leur donner du travail au hangar. Mais il avait fait un mauvais calcul. Car pour la coupe du mercredi, alors que nos camarades en question avaient commencé à travailler dans les champs, l'inspecteur s'est trouvé dans l'obligation d'aller les chercher pour les mettre au hangar. Le personnel travaillant à l'emballage étant insuffisant.

Les femmes refusent à nouveau d'être le jouet de Blandin, et restent dans les champs. Et l'inspecteur de déclarer qu'elles ne seront pas payées pour cette journée de travail. Les travailleurs l'attendent de pied ferme le jour de la paye le 17 octobre.

#### EDF - MARTINIQUE

#### APPRENSONS A LA DIRECTION A COMPTER JUSQU'À DEUX

A la comptabilité, nous avons fait connaître nos besoins en personnel.

Pour ne pas embaucher, la direction a prétendu que la surcharge de travail par section, n'était pas suffisante pour embaucher une personne à temps complet.

C'est ainsi qu'elle a mis un agent supplémentaire qui travaille à la fois dans deux sections différentes.

Résultats : le travail dans une section l'occupe entièrement.

La direction laisse traîner les choses comme s'il s'agissait d'un problème de locaux et d'organisation.

Serait-elle incapable de compter jusqu'à deux ?

# EMMANUELLI : PAS DE CHANGEMENT EN FRANCE.

Suite de la P. 1

Ici aux Antilles, les hommes politiques et leurs partis au lieu de brandir fièrement et fermement la revendication autonomiste ou indépendantiste, n'ont eu qu'une crainte c'est d'être « largués ». Notre peuple « n'est pas encore mûr » a proclamé Césaire, lui qui criait naguère au « génocide par substitution » et au droit à l'indépendance !

Voilà aujourd'hui nos opposants d'hier, farouches anti-colonialistes de la plume et des discours, bien pressés d'accepter la « décentralisation plus quelques ajouts » d'Emmanuel.

Plus il y a de bombes, d'attentats d'actions directes, plus on tient compte de vos aspirations. Voir la Corse et voir l'expérience de toute l'histoire coloniale française. Ni la droite, ni la gauche françaises, n'ont jamais décolonisé « à froid ». Cela s'est toujours passé à chaud.

Le milieu politique de gauche des Antilles, les notables de cette gauche, comme les militants de base, ont encore l'espoir d'une sorte d'autonomie consentie et négociée pacifiquement et tranquillement avec le gouvernement français. Mais celui-ci montre qu'il ne veut pas de cela.

Car pour y parvenir il faudrait accepter de briser la puissance de la bourgeoisie coloniale de Martinique et Guadeloupe. Ces gens cons-

tituent une classe liée aux intérêts capitalistes français. La seule chose qui pourrait contraindre le gouvernement français à cette négociation, c'est s'il avait politiquement plus à perdre à une répression permanente pour briser les peuples de Guadeloupe et Martinique en lutte pour le respect de leurs aspirations.

Pour l'instant rien ne l'oblige à cela puisque les grands partis officiellement autonomistes ou partisans de l'indépendance passent leur temps et leurs forces à décourager ou à désarmer moralement leur propre peuple.

Les militants de base des partis progressistes socialistes et communistes doivent bien se rendre à l'évidence : ce que propose le gouvernement de gauche c'est la même chose que Dijoud, c'est la même assimilation.

Le gouvernement se dit décidé à « changer », à « améliorer » etc... Mais sans la participation consciente des Antillais. Ses tergiversations, ses atermoiements, ses contradictions verbales sont des signes qu'il veut noyer le poisson en espérant que le problème colonial se posera de moins en moins crûment à l'avenir. C'est encore une fois toujours le même stupide espoir chauvin des grands Etats de pouvoir convaincre les peuples opprimés qu'ils pourront faire leur bonheur malgré eux et surtout sans eux.

Les socialistes français ont tout simplement

comme plan de mener les affaires ici de façon identique à la France. Et ils pensent ainsi désamorcer toute explosion pour l'avenir.

Mais c'est cette politique qu'a menée le précédent gouvernement et on sait à quoi cela a conduit.

Il n'y a qu'une seule et unique façon de régler le problème des Antilles, c'est que les peuples des Antilles ( Guadeloupe et Martinique) les règlent eux mêmes. M. Ramirez ( du Cabinet d'Emmanuel) peut déclarer s'il veut que seuls les résultats des élections le regardent.

Mais cela, c'est le point de vue d'un Français membre d'un gouvernement qui opprime notre peuple.

Il est aujourd'hui certain que, seule la lutte et une grande activité des masses antillaises aboutiront à un changement réel ici. Poursuivre comme le font les directions des grands partis dans la direction de la passivité, c'est aller à la démoralisation et à la démobilisation des anti-colonialistes, c'est faciliter encore plus sûrement que sous un gouvernement de droite le fameux « génocide par substitution ».

Claude ROCHA

## GALION-LAREINTY : LES PETITES MANOEUVRES D'UN GROS CAPITALISTE

Le samedi 17 octobre, à l'appel du PCM s'est déroulée une manifestation de rues à Trinité, manifestation ponctuée de prises de parole. Un peu moins d'une centaine de personnes a participé à cette manifestation afin de protester contre la tentative de fermeture de l'usine du Galion, fermeture projetée par la direction du groupe Cointreau à laquelle appartient le Galion.

Dans tout l'attitude du groupe Cointreau, on voit le mépris le plus total avec lequel cette société capitaliste traite et les ouvriers, et toute la population de la région de Trinité.

Car jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu un seul communiqué, ni une seule déclaration du groupe dans laquelle il affirmerait son intention de fermer ! Tout ce que l'on constate, c'est que

les ouvriers saisonniers n'ont pas été réembauchés en septembre, que les ouvriers permanents ont été mis en chômage technique, qu'une telle situation se prolongeant, la récolte 82 serait impossible à effectuer !

On n'a pas manqué de relier cette attitude du groupe Cointreau à la décision prise par le gouvernement de s'appuyer sur le Lareinty dans un premier temps pour faire démarrer la société d'économie mixte, société prévue dans le rapport Charron et qui a le soutien de partis de gauche en Martinique. Cointreau qui aurait voulu voir fermer le Lareinty tout de suite afin de vendre au prix fort Galion par la suite, est mécontent. Et c'est une manière pour lui de montrer ce mécontentement, en laissant planer la menace de fermeture du Galion, sans doute

pour faire monter les enchères.

Mais le scandale, c'est qu'il suffise à un capitaliste d'être mécontent pour que des dizaines de travailleurs perdent leur emploi et voient s'aggraver une situation déjà bien difficile !

Contre un tel chantage de la part des capitalistes, il est vain comme le fait le PCM de proclamer : « Galion ne doit pas fermer ». Parce que si Cointreau en a décidé ainsi, il ne reviendra pas sur sa position.

A moins que les travailleurs du Galion ne se décident à se battre pour ne pas faire les frais de cette manœuvre capitaliste : qu'ils saisissent l'usine et les terres qui lui appartiennent, qu'ils se payent sur le capital.

J. Bruel

## MARTINIQUE DU 3 AU 7 NOVEMBRE : GRANDES MANOEUVRES DE L'ARMEE COLONIALE

Du côté militaire, le nouveau gouvernement mène la même politique que l'ancien.

Après que certains porte-paroles des hommes d'argent ont montré leur satisfaction envers les actes du nouveau pouvoir, c'est au tour des militaires maintenant d'être à la fête.

En effet, après avoir augmenté leur solde, Mitterrand leur montre qu'il ne tient pas à en faire des gâteaux bien au chaud dans leurs casernes.

C'est pourquoi comme par le passé, les militaires feront leurs manœuvres annuelles en Martinique.

Bien sûr, elles ne s'appellent pas « Anthurium » comme pour l'an passé mais « Trigonocéphale 81 », de même qu'elles ne se déroulent pas dans le sud mais dans le nord atlantique. Il y aura au moins cela de changé !

De son côté, la population n'aura qu'à subir les inconvénients de toutes sortes dus à ces manœuvres.

Des bruits de bottes, on n'a pas fini d'en entendre à l'horizon socialiste.

Décidément rien n'a changé sous le ciel colonial des Antilles !

## FRANCE LES TRAVAILLEURS NE VEULENT PAS PAYER LA CRISE

L'« Etat de grâce » sur lequel comptait le gouvernement socialiste pour faire passer ses mesures de relance (... de profits pour les patrons...) a quelque peu été secoué ces jours-ci. Dans de nombreux secteurs des luttes ouvrières ont vu le jour ; une partie de l'usine Renault a été paralysée par la grève des OS. La direction a répondu par le Lock out de 4000 ouvriers ; dans les banques aussi une certaine agitation est en train de percer. Le 15 octobre des milliers d'employés de grandes banques étaient dans les rues ; Les cheminots ont fait grève sur certaines lignes et le mouvement risque de s'étendre à d'autres lignes.

Ces luttes dispersées mais relativement nombreuses traduisent le mécontentement des travailleurs français. Mécontentement devant une

situation qui ne cesse de se dégrader. Le chômage continue d'augmenter, les prix de grimper. Dans le même temps, patrons et gouvernement parlent de bloquer les salaires. Le gouvernement prêche les sacrifices, la solidarité nationale mais distribue des milliards au grands patrons. Les nationalisations par exemple à propos desquelles on fait tant de bruit seront une affaire particulièrement juteuse pour le patronat grâce à des indemnités substantielles.

Cette situation, certains travailleurs commentent à la trouver intolérable. Qu'ils aient choisi la voie de la lutte pour exprimer leur mécontentement est prometteur pour l'avenir. Gouvernement de droite ou gouvernement de gauche, en effet, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes.

## MARTINIQUE : UN CONSEIL DE L'ORDRE AUX ORDRES !

Marcel Manville, avocat à la cour de Fort-de-France, sera traduit devant le Conseil de l'Ordre qui siègera en matière disciplinaire, le 22 octobre 1981.

En réalité ce qui est reproché à cet avocat, ce sont ses positions anticolonialistes et le fait qu'il ne ménage pas ses adversaires lorsqu'il plaide pour des militants ou des travailleurs contre des patrons rapaces et une administration coloniale répressive et ingrate envers les Noirs et complaisants envers l'oligarchie financière et les Blancs.

Cette procédure disciplinaire fait suite à une série de plaintes déposées par le directeur des Ballets Martiniquais Bonjour, par les békés Guy de Gentile et Bally, par le juge blanc Beauvais... à des mesures d'acharnement du Procureur blanc lui aussi, mais également à des lettres d'explication demandées par le barreau à Manville, lettre qui ont été jugées injurieuses.

Toute cette trame hypocrite n'a qu'un but, tenter d'obtenir de Manville qu'il soit moins intransigent, plus « fair play »...

Et dans cette affaire, le Conseil de l'Ordre se fait l'adjoint des privilégiés et d'une administration raciste contre un avocat qui affirme hautement ses opinions anticolonialistes et a mis son métier d'avocat au service des idées qu'il défend.

### COMMUNIQUE DE « SOLITUDE ».

Solitude Centre féminin d'Education Permanente informe que la permanence couture reprendra le 24 octobre, de 15 h à 17 h. Vous pouvez passer au Centre chercher des informations supplémentaires.

## IL Y A 20 ANS A PARIS : LA BOURGEOISIE FRANÇAISE MASSACRAIT LES ALGERIENS

Il y a 20 ans, la guerre d'Algérie s'achevait. Le peuple algérien sous la conduite du FLN avait, depuis 1956 engagé la lutte et tenu tête victorieusement à l'armée française.

En 1961, nous sommes à quelques mois de la fin de la guerre. Les négociations en vue de l'indépendance commencent en mai-juin 1961 et les accords d'Evian ouvrant la voie à l'indépendance interviennent le 19 mars 1962.

En France, malgré la fin prochaine de la guerre l'attitude de la police à l'égard des 400.000 travailleurs algériens immigrés n'a pas changé. Les « ratonnades », les tortures, les assassinats dans les commissariats continuent à avoir lieu.

Le 6 octobre 1961, le gouvernement décide le couvre-feu. La rue est interdite aux Algériens le soir après 20 H 30. Les cafés, les restaurants algériens doivent être fermés après 19 H.

Pour protester le FLN décide d'appeler les Algériens à descendre dans la rue le soir du 17 octobre, à Charonne.

Répondant à l'appel du F.L.N., plusieurs dizaines de milliers de travailleurs algériens manifestèrent en plusieurs cortèges dans les rues de Paris et de la banlieue aux cris de « Levez le couvre-feu », « Algérie algérienne », « Vive le F.L.N ».

Les manifestations pourtant pacifistes sont violemment réprimées. La police tire à la mitraille sur la foule. Des hommes, des femmes, des enfants tombèrent par centaines, des morceaux de cadavres jonchaient les trottoirs, de grandes traînées de sang couraient sur le sol.

11 000 arrestations ! des autobus de la RATP sont réquisitionnés pour transporter les Algériens arrêtés. Ces travailleurs sont parqués dans des camps de fortune, dans des stades... Le Palais des Sports, le Stade de Coubertin, le Parc des Expositions...

Le lendemain, 18 octobre les travailleurs algériens redescendent dans les rues pour marquer leur détermination. Le 20 octobre les travailleurs algériens les femmes et les enfants manifestent à leur tour : 1000 femmes et enfants arrêtés.

Du 17 au 20 octobre, 14 000 Algériens sont arrêtés. Beaucoup n'en reviennent pas. On assassine dans les commissariats, dans les stades, dans les rues, partout. On répêchera, par exemple, plusieurs dizaines de cadavres d'Algériens flottant sur la Seine.

La plupart de ceux qui commirent ces atrocités sont encore là. Les responsables sont encore en place, dans la police, bien sûr mais aussi dans les hautes sphères de la politique. Sont indirectement responsables aussi, ceux qui nous gouvernent aujourd'hui, les socialistes. Ce sont eux qui au milieu des années 50 ont intensifié la guerre d'Algérie.

Pour les 300.000 Antillais qui vivent en France le massacre de Charonne doit rester comme un symbole et un avertissement. Ils doivent savoir que toute manifestation des peuples antillais pour prendre leurs affaires en main attirera contre eux la haine des réactionnaires, des racistes de tous poils, policiers et autres. Bien entendu la seule façon de faire face à toutes les situations est de les envisager dès maintenant et de s'y préparer. C'est aussi la meilleure manière d'honorer la mémoire des morts de Charonne.

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728